

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

LA nouvelle Assemblée est composée de quatre grandes formations, d'importance comparable : à droite, la démocratie libérale de Giscard d'Estaing et la démocratie d'autorité de Chirac ; à gauche, la démocratie sociale du P.S. et la démocratie populaire du P.C. La démocratie d'autorité reprocherait volontiers à la démocratie libérale de vouloir appliquer une politique contraire à celle pour laquelle les députés de la majorité ont été élus. La démocratie populaire accuserait facilement la démocratie sociale de se rapprocher de la démocratie libérale.

Chaque parti se comporte en fonction des forces qui l'impulsent et de la conjoncture française et internationale. Les réalités sont si contraignantes que le parti communiste espagnol, sous le règne de Juan Carlos, s'affirme royaliste et rejette l'étiquette républicaine. Une réalité contraignante entre toutes : des salaires insuffisants pour satisfaire les besoins, tels qu'ils s'expriment en 1978. Selon un rapport établi par le Centre d'Etude des revenus et des prix, 61 % des ouvriers agricoles et 37 % des travailleurs de l'industrie gagnent moins de 2.000 F par mois ; 24 % des premiers et 22 % des seconds, moins de 2.500 F.

De telles inégalités pourraient faire chavirer la barque gouvernementale, si des augmentations de ces salaires n'intervenaient pas immédiatement. Pas plus que Charles X ne pouvait supprimer d'un trait de plume la liberté de la presse, son successeur ne peut repousser les propositions de la gauche du SMIC à 2.400 F, jusqu'au projet d'autogestion. C'est ainsi qu'à la fin de la précédente législature, le 2 janvier 1978, une loi dispose que dans les entreprises occupant plus de 500 salariés, le chef d'entreprise prépare, en liaison avec les intéressés, parmi lesquels figurent obligatoirement les représentants élus du personnel d'encadrement ainsi que leurs délégués syndicaux, un rapport sur les voies et moyens d'un développement de la concertation.

Ce texte, parmi d'autres, ne constitue pas une révolution mais il porte atteinte à l'entreprise de droit divin. Ce réformisme apparaît comme la seule issue dans les circonstances présentes, dès lors que les électeurs les plus nombreux ne sont pas encore convaincus de la nécessité d'une nationalisation des grands moyens de production et d'échange, pour maîtriser l'économie en faveur des couches les plus larges de la population. Il aurait fallu une majorité massive pour engager un processus de changement du régime de la propriété et, par voie de conséquence, des conditions de vie.

Une fois de plus, l'expérience montre que la crise du capitalisme ne conduit pas mécaniquement au socialisme. Des succès de la gauche aux élections municipales de 1977, ont fait présumer que les temps étaient mûrs. Les communistes étaient prêts à appliquer leur programme et les socialistes, à diriger le gouvernement. Mais les harcellements du P.C., les contradictions du P.S., la division évidente ont compromis la crédibilité nécessaire à la victoire. Malgré la finesse du Président de la République, le sort de la démocratie libérale demeure incertain. Vu l'état critique de la société, un incident peut, brusquement, manifester une prise de conscience jusqu'ici latente, dans les masses. La démocratie reste à construire. La démocratie personnaliste à s'approfondir, à s'explicitier et à s'affirmer.

Claude-Roland SOUCHET,

**L'AVENIR
A
FAIRE**

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 2053

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

RÉFLEXIONS APRÈS LES ÉLECTIONS...

Jean Pralong

après les élections cantonales de 1976, les élections législatives de 1978... pourquoi le succès de la gauche a-t-il été stoppé avec les législatives sur lesquelles la gauche fondait de grands espoirs ? Le premier tour avait donné une majorité aux partis du Programme Commun... et au deuxième tour, la majorité est allée aux partis de droite. Mais la droite a reculé. Elle perd des sièges. L'écart entre la droite et la gauche est insignifiant (320 000 voix). On peut dire qu'il y a eu une volonté de changement du côté des masses populaires. Cette volonté n'a pas été suffisante pour apporter la victoire à la gauche et permettre le changement désiré vers un autre type de pouvoir.

Malgré la désunion de la gauche, la polémique qui s'en est suivie, il semble que — contrairement à ce qu'on pouvait craindre — le report des voix (même s'il y a eu quelques bavures) se soit assez bien réalisé. Par contre, le nombre des votants supplémentaires, important, du deuxième tour, a porté davantage ses suffrages sur les candidats des partis de la majorité au pouvoir. Il y a eu, de la part de ceux-ci, une campagne violente de calomnies et de dénigrement vis-à-vis des partis du Programme Commun. Ces méthodes ont toujours été employées — il suffit de relire l'histoire — contre la gauche, mais actuellement, avec les moyens audio-visuels, une telle propagande frappe davantage l'opinion.

Il suffit d'une minorité, que l'on effraye par la peur du changement, pour basculer une majorité : faible minorité, instable, non formée politiquement, mais dont l'importance est décisive avec le scrutin majoritaire actuel.

La cassure de septembre a porté un tort considérable à la gauche ; l'accord conclu à la hâte, le lendemain du premier tour, est apparu comme une com-

binaison électorale. Ceci a été exploité par la majorité, mais des partisans du Programme Commun mettaient en doute son application et sa réalisation par un gouvernement composé de membres du P.S., du P.C. et du M.R.G.

Les problèmes de fond :

- qualité du travail, changement de société ;
- nationalisations ;
- chômage dans les sociétés multinationales ;
- Tiers-monde ;
- force de frappe, etc..

ont été peu abordés, probablement parce que les partis de gauche craignaient de montrer leurs divisions. Un problème qui a eu également son importance, celui de l'école, a été exploité par les partis de droite contre la nationalisation. Cette question de la nationalisation a été insuffisamment expliquée par les partis de gauche.

Enfin, à la différence de ce qui s'était produit en 1936, les partis signataires du Programme Commun ont négligé la J.R. qui représente une minorité, certes, mais non négligeable, des partisans du socialisme d'inspiration personaliste. Pourtant (comme en 1936, lorsque nous avons adhéré au Front Populaire)... et les critiques ne nous ont pas manqué à l'époque... nous avons aussi donné notre adhésion au Programme Commun.

Après ces réflexions et critiques utiles pour l'action à mener, nous devons continuer la lutte. Nous restons partisans de l'union de forces populaires, plus que jamais nécessaire, si nous voulons réaliser une société plus humaine, qui ne soit pas uniquement fondée sur l'argent.

Pour cela, nous devons aussi travailler au développement de notre parti. La JEUNE RÉPUBLIQUE doit tendre à réunir tous les socialistes d'inspiration personaliste.

COMMUNIQUÉ publié le 13 mars 1978 dans la Presse

Le Parti de la Jeune République, fondé par Marc SANGNIER et qui fidèle à l'Union de la gauche depuis 1936, milite pour un Socialisme Personaliste, appelle à voter massivement au second tour pour le candidat de la Gauche unie le mieux placé.

« Seule l'alternance doit permettre un renouvellement en profondeur des équipes et des mœurs politiques et la satisfaction des légitimes aspirations et revendications des masses populaires »

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'ESPÉRANCE USURPÉE

Gérard Brissé

Candidat de la Jeune République dans la 9^e circonscription de la Seine-Maritime, j'ai annoncé mon retrait quelques heures avant la clôture des inscriptions.

Je dois aux militants et sympathisants J.R. quelques explications. Lorsqu'en septembre 1977, j'ai fait savoir que j'étais, selon l'expression consacrée, "candidat à la candidature", la situation était la suivante : le candidat du R.P.R., le député sortant Raymond Offroy, 68 ans, avait laissé entendre qu'il ne se représenterait pas. La "Gauche démocratique", au sens le plus large du terme, avait été considérablement affaiblie par ce qu'il faut bien considérer comme une fausse manœuvre du Parti socialiste, aux Législatives de 1973. En effet, contre l'ancien député F.G.D.S. — élu en 1962 — le conseiller général-maire du Tréport Louis Boisson, le P.S. présenta un "parachuté" par ailleurs fort sympathique, Maurice Séveno. Résultat : Louis Boisson, par dépit, passa dans le camp des "Réformateurs", puis du M.D.S.F. et obtint un peu plus de 11 000 voix, alors que M. Séveno n'en recueillait que 7 000. Du même coup, la Gauche non-communiste, hier encore majoritaire dans ce secteur, était profondément divisée, face au R.P.R. d'une part, au Parti communiste de l'autre ; depuis lors, le P.C. n'a cessé de marquer des points, en emportant, après celle de Dieppe, les mairies de Neuville-les-Dieppe, Arques-la-Bataille et Le Tréport, puis le siège de député de la 9^e circonscription échu cette fois-ci au conseiller général-maire de Dieppe Irénée Bourgois.

Or, il était possible de "recoller les morceaux", d'attirer de nouveau vers la Gauche les électeurs hier encore fidèles à Louis Boisson. Mais ni une candidature P.S., ou M.R.G. — peu représenté dans le secteur — ni à fortiori P.S.U. ou d'extrême gauche, ne pouvait espérer réaliser cette opération qui n'avait de chance réussie qu'avec un "indépendant de gauche" suffisamment connu au plan local pour réaliser autour de son nom une union aussi large que possible.

Hélas, l'esprit de clocher, aussi bien que le penchant suicidaire d'une certaine gauche — qui avait tous les atouts

pour l'emporter — eurent le dessus. Le P.S., qui se veut "le premier parti de France", crut utile de renouveler en 1978 "l'opération Séveno" en présentant son propre candidat ; il espérait obtenir 12 000 voix ; il en a eu 8 000. Le M.D.S.F. soutenu par M. Boisson (qui ne se représentait pas), et auquel s'étaient alliés le P.R. et les Radicaux sous la bannière de l'U.D.F., ainsi que l'indépendant P.S.D. — Parti socialiste démocrate — totalisèrent en chiffres ronds 5 000 voix, soit moins de la moitié du score de M. Boisson en 1973 !

Une candidature J.R. n'avait de sens que si, fidèle à une longue tradition, elle permettait de rassembler autour d'un idéal et d'un programme la grande majorité des électeurs, réels ou potentiels, de la Gauche non-communiste. Isolée, elle se perdait dans une forêt de 12 panneaux — une misère. Surtout lorsque l'on considère qu'une campagne bien faite coûte la bagatelle de 130 000 F, qu'il faut 5 % des voix exprimées pour obtenir le remboursement des frais de propagande officielle et 12,5 % des mêmes voix pour avoir droit de passage au second tour, en cas de ballottage.

Ajoutons à cela, pour compléter le tableau, que le député sortant R.P.R. décida finalement de se représenter, pour en fin de compte se faire coiffer au poteau par le candidat communiste. La leçon sera-t-elle enfin comprise lors des prochains scrutins ? Depuis un an, je n'ai cessé d'écrire à notre secrétaire général Claude-Roland Souchet mes inquiétudes quant à une certaine évolution des grands partis de Gauche. Ne pouvant me livrer ouvertement à une critique publique des grandes formations politiques signataires du programme commun, j'ai soumis à l'attention de nos camarades J.R. quelques réflexions amères — qui demeurent à leur disposition — mettant en garde en particulier sur les effets néfastes, vis-à-vis de l'opinion publique, de la polémique engagée entre le P.C. et le P.S., sur l'attitude de certains dirigeants du P.S. qui, au niveau national, étouffait notamment toute velléité d'expression publique de notre Parti. J'insistai également sur la nécessité de juger à sa juste valeur l'impact sur la même opinion publique du Premier ministre Raymond Barre, pour conclure que si les principaux Partis de gauche s'engouaient dans les mêmes erreurs, ils finiraient par perdre finalement les élections.

Serons-nous entendus lorsque nous répétons depuis des années qu'il faut d'urgence réformer le mode de scrutin, en venir à la proportionnelle intégrale ou à quelque chose d'équivalent ? Serons-nous entendus lorsque nous demandons que l'on en vienne à un système de gouvernement de législature, qui devrait permettre d'harmoniser dans le temps l'élection du président de la République, du parlement et des conseils régionaux, et municipaux sur la base d'un contrat de législature ?

Une fois de plus, les événements nous ont donné raison. Serons-nous enfin entendus lorsque nous clamons depuis des années que la conception unitaire d'un Parti tel que le P.S. est un véritable non-sens dans la mesure où il veut l'imposer aux autres, qu'il est grand temps de permettre aux diverses tendances de la Gauche de reprendre une autonomie dans le cadre d'une large Confédération générale des forces de Gauche, en recherchant tout ce qui peut les unir par delà ce qui les différencie, à travers la formulation d'une charte en forme de plus petit commun multiple ?

Quand cessera-t-on à Gauche d'étouffer systématiquement nos suggestions ? Si l'on nous avait suivi dans nos propositions depuis 1962, la Gauche n'en serait sans doute pas là où elle en est en ce triste aujourd'hui et le pays divisé et meurtri ne se trouverait pas précipité malgré lui vers l'aventure et les tentations d'une révolution, tout simplement parce qu'une majorité de voix s'exprimant à gauche ne parvient pas à se faire entendre à travers les institutions en place, parce que le pays légal est de moins en moins l'image conforme du pays réel.

ON NE PEUT AVOIR
LA RÉPUBLIQUE
DANS LA SOCIÉTÉ
TANT QU'ON A LA
MONARCHIE DANS
L'ENTREPRISE.

- De qui est-ce ?
- Georges Marchais - 7.1.78

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES QUESTION A LA GAUCHE

par Franck Taillandier

Résolument, depuis le début des divergences entre les auteurs du Programme Commun de Gouvernement de 1972, la JEUNE RÉPUBLIQUE a refusé d'emboîter le pas des invectives ou critiques, mais a voulu au contraire, et veut apporter sa contribution positive au débat qui doit se continuer même après le résultat du scrutin.

Cela ne veut pas dire qu'elle ignore les difficultés du combat au niveau politique, et à celui des actions de base. Comme au temps des réseaux de résistance, elle représente un important courant de pensée autour du "SOCIALISME PERSONNALISTE".

Porteuse collectivement, avec les autres formations de gauche populaires, des aspirations profondes des masses, et analysant la situation politique actuelle, elle réfléchit à cette grave question :

« OU EN SOMMES-NOUS ? »

Dans toutes leurs déclarations, les responsables politiques de gauche n'ont manqué aucune occasion d'accentuer leurs divergences, et ce n'est pas des retrouvailles du dernier instant qui peuvent effacer de tels déchirements. Nous estimons que cette façon de faire ne correspond nullement à l'immense ESPOIR des travailleurs, et qu'il est urgent de retrouver la voie de la raison.

Il ne nous appartient pas de juger les uns et les autres, ni de supputer leurs motivations intérieures. Nous ne pénétrons pas non plus dans la discussion des problèmes posés en raison des interprétations différentes.

La seule et unique question qui se pose, est celle-ci :

« SOMMES-NOUS D'ACCORD POUR ENGAGER LE PROCESSUS DE L'ÉVOLUTION ? »

Comme au temps de l'occupation, ne faut-il pas ramener l'interrogation à des choses simples et claires ? N'oublions pas, comme à cette période d'épreuves et de martyrs, *tout moment que nous vivons peut marquer le commencement d'une véritable libération !*

L'aspiration prioritaire de la grande majorité des travailleurs est de faire que l'avenir ne soit plus comme hier, que la participation des salariés dans la conduite des entreprises, le choix des orientations dans toutes les instances de la vie civique et sociale, ne soit pas vide de sens et d'efficacité.

Mu par la dynamique du bien commun, dans une responsabilité assumée réellement, le processus des nationalisations, même si elles sont jugées insuffisantes, *doit engager* à poursuivre l'élargissement, mais n'y faut-il pas un acquiescement raisonné d'une large couche de la population ?

Les pistes tracées par le Programme Commun de 72 (l'enfant est-il responsable de l'attitude de son père ?) peuvent constituer des minima, mais elles ne peuvent fixer des règles rigides ; nous le constatons bien dans les modifications de la situation économique-sociale.

L'évolution de la société, et de ses mœurs, est une œuvre de courage politique et de continuité, elle doit laisser libre, la part de créativité et d'analyse quotidienne.

Même pénalisée par le mode de scrutin et le découpage électoral d'une part, conditionnée par la désunion d'autre part, la gauche marque cependant une nette progression. Si tout est à reprendre, RIEN N'EST DÉFINITIVEMENT PERDU !

C'est pourquoi, plus que les questions de rapports de force, et de rééquilibrage des blocs, la tâche importante, est de continuer à stimuler la prise de conscience politique *de chacun* dans la marche des affaires, au niveau de tous les jours. Insuffler un ÉLAN !

Privilégier d'autres intérêts que ceux des masses populaires, en détruire la confiance, c'est porter une écrasante responsabilité pour l'avenir des générations. Si la gauche n'a pu surmonter ses différends, nous en sommes tous responsables.

Nous invitons nos partenaires de gauche à réengager un véritable dialogue sans *a priori*, persuadés sommes-nous, qu'avec toutes les formations et toutes les personnes éprises de justice, tout demain est encore possible pour « METTRE FIN A LA MONARCHIE DANS L'ENTREPRISE, ET AVOIR ENFIN LA RÉPUBLIQUE DANS LA SOCIÉTÉ ! »

CAMPAGNE ÉLECTORALE LÉGISLATIVE

Claude-Roland SOUCHET a adressé, le 13 mars 1978, à Robert FABRE président du Mouvement des Radicaux de Gauche, à François MITTERRAND, Premier Secrétaire du Parti Socialiste et à Georges MARCHAIS, Secrétaire général du Parti Communiste Français, la lettre suivante accompagnée du communiqué ci-dessous :

Depuis plus de quarante ans, notre organisation — très modeste mais représentative d'un courant de l'opinion publique — s'est toujours jointe aux autres partis de gauche pour lutter contre les forces réactionnaires et conservatrices, dans la perspective d'un progrès social, économique et culturel, pour le plus grand nombre de nos concitoyens.

Nous partageons l'opinion selon laquelle les élections de mars 1978 peuvent constituer une étape décisive pour une amélioration des conditions de vie des couches sociales les plus démunies.

Nous tenons à vous adresser le communiqué de notre parti, en vous exprimant le ferme espoir que la gauche réussira à s'unir sur un programme de gouvernement répondant aux aspirations de la majorité du peuple français. (...)

COMMUNIQUÉ DU PARTI DE LA J.R.

Le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE se félicite de l'avancée des forces de gauche. Un électorat majoritaire s'est prononcé en faveur du progrès social et de l'indépendance nationale.

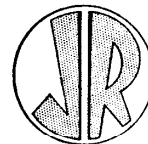
Les moyens économiques nécessaires doivent être mis à la disposition d'un Gouvernement de gauche appelé à réaliser une politique de justice en faveur des couches sociales les plus défavorisées.

La JEUNE RÉPUBLIQUE demande au PARTI SOCIALISTE, au MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE et au PARTI COMMUNISTE de conclure rapidement un accord sur des bases claires et concrètes.

Il faut intensifier l'élan populaire et permettre la mise en œuvre d'un programme commun conforme aux exigences d'une situation historique nouvelle.

La Jeune - République

a pris position...



LA SANTÉ

Le 1^{er} mars 1978,
Docteur Jean LAROZE
8, avenue Colonel d'Ornano - 34500 BEZIERS
Monsieur le Secrétaire général,

La Fédération Nationale des Omnipraticiens Français nous a envoyé les réflexions de ses adhérents pour une politique moderne de la santé en 1978.

Cette brochure a retenu toute notre attention, en particulier celle du Docteur Jacques RICHARD, Maire Adjoint du Mans et responsable de la "Commission santé" du Parti de la Jeune République.

Notre idée directrice demeure : la médecine tend à devenir un commerce alors qu'elle doit être, avant tout, un service. La qualité du service rendu ne doit pas être directement liée au paiement des honoraires. Le paiement à l'acte doit constituer l'exception d'une règle qui serait : une fonction, un salaire.

Devraient être créés des Centres de Santé où des médecins généralistes constitueraient les piliers de tout le système médical. Ces praticiens seraient des salariés.

Nous suivons avec un particulier intérêt l'initiative de la Municipalité de PASSAY (Hte-Savoie) qui s'efforce de créer un Centre de la Santé interdisciplinaire, ainsi que d'autres expériences de ce genre, notamment dans les Bouches-du-Rhône. Ces centres connaissent le colloque singulier entre praticien et patient, l'indépendance et le secret professionnel, en même temps que le libre choix du médecin par le malade.

Nous sommes tout à fait favorable au développement de la prévention, en souhaitant que les médecins acquièrent une mentalité et des moyens susceptibles de mettre en œuvre cette prophylaxie. Il s'agit en fait d'une spécialité.

En ce qui concerne la gestion de la Sécurité Sociale, nous contestons les mesures anti-démocratiques prises en 1967 et nous demandons que, dans les Conseils d'administration, les salariés s'expriment de façon prépondérante par la voix des centrales syndicales représentatives.

Par ailleurs, en l'état, nous pensons qu'un large secteur libre où la concurrence peut s'exercer, doit être maintenu de telle sorte que les personnes conservent une liberté de choix entre les deux systèmes.

Enfin, nous ne saurions ignorer que le Conseil de l'Ordre des Médecins, institué par le Régime de Vichy, fait l'objet d'une sérieuse remise en cause.

Malgré le caractère trop succinct de ces éléments de réponse, nous tenons à vous remercier de nous avoir envoyé ce document et nous vous rappelons que vous pouvez prendre contact avec le Docteur Jacques RICHARD... Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de nos sentiments distingués.

Claude-Roland SOUCHET
Secrétaire Général du Parti

COOPÉRATIVE DE CONSOMMATEURS

22 février 1978

Monsieur Roger KERINEC, Président de la FÉDÉRATION NATIONALE DES
COOPÉRATIVES DE CONSOMMATEURS

27-33 Quai Le Gallo - 92517 Boulogne-Billancourt

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu votre courrier du 7 février 1978 qui a retenu toute notre attention.

Dans l'ensemble, vos propositions obtiennent l'approbation du Parti de la Jeune-République qui, depuis des dizaines d'années milite en faveur du mouvement coopératif lié à une conception personnaliste du socialisme.

Nous préconisons également un impôt sur le capital ainsi qu'un revenu social minimum garanti qui doit permettre de lutter efficacement contre la misère et de relancer la consommation des familles.

Nous restons à votre disposition pour poursuivre un dialogue sur ces problèmes.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en nos sentiments les plus distingués
Claude-Roland Souchet

RENCONTRE AVEC LES JOURNALISTES

Le 20 janvier 1978, Louis PERRIN, Président du Parti, a rencontré les journalistes. L'échange a porté sur les questions suivantes : « La France d'aujourd'hui est-elle celle des sondages ? On a l'impression que la France est à gauche et progressiste ou réformiste, qu'elle veut le changement mais en même temps conservatrice voulant garder les avantages acquis ; qu'en pensez-vous ? — 2°. La France est anti-parlementaire ; on a l'impression aujourd'hui qu'elle est anti-partis. Qu'est-ce que vous en pensez ? — 3°. Les Français savent comment ils vont voter au premier tour, le 12 mars, mais ils ne savent pas encore comment ils vont voter le 19 mars. Est-ce la réalité ? »

VOICI LA RÉPONSE DE LOUIS PERRIN :

« Le Parti de la Jeune République se réclame du Socialisme Personnaliste. Nous avons approuvé le Programme commun en 1972. Nous pensons que, sans changement de structures, il y aura très peu de changement pour le bonheur de nos concitoyens car alors, les changements sont presque toujours récupérés par le système capitaliste.

« Nous sommes pour l'autogestion, dans le cadre d'un socialisme à visage humain, d'un socialisme pour la personne. C'est le seul remède à l'autoritarisme actuel pour remonter la pente sur le plan économique. C'est le seul moyen de formation du peuple dans la responsabilité et la liberté. Les Français sont "anti-politique" parce qu'ils n'ont aucune formation et aucun pouvoir de participation et de contrôle.

« Pour nous, la planification doit être démocratique. Les besoins doivent être exprimés par la base à tous les niveaux : commune, région, nation. Il doit y avoir discussion sur les priorités. Les décisions doivent être concertées. »

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

Renouvelez dès aujourd'hui
COTISATIONS ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE

Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

NOTES DE LECTURE

LE TRAITRE par André Gorz (Seull)

dRAME d'une multiple appartenance et d'une exclusion multiple, cette autobiographie d'un narrateur — dont le « je est un autre » — concerne celui qui s'éprouve comme faible, inconsistant, vulnérable, exilé, surnuméraire, de trop.

L'auteur, né en Autriche d'un père juif et d'une mère aryenne et subissant, non sans ambiguïté, le nazisme, se construit une identité en édifiant un livre.

Disciple de SARTRE, qui préface l'ouvrage, il reprend des thèmes du maître de l'angoisse existentielle, comme cette liberté qui s'appréhende sur fond d'absurde. Le « je » perce difficilement à travers le « il » des autres, cet enfer. « A travers notre famille, la société nous assignait une situation, un être, un ensemble de rôles ; les contradictions de l'histoire et les luttes sociales déterminent d'avance le caractère et le destin des générations à venir. » Déchirement du petit-bourgeois qui veut partager le sort d'une classe ouvrière bâtisseuse d'avenir.

Comment détecter la part d'authenticité sous le carton du personnage ? Le regard d'autrui va-t-il m'épingler définitivement, comme un papillon dans sa boîte ? Par quel moyen passer des gestes de l'acteur aux actes du sujet ? Continuerons-nous à jouer, sans le savoir, le rôle que les autres nous ont assigné ?

Nous n'en finissons pas de nous reconnaître dans la mesure où le présent remodèle le passé, selon une totalité toujours recommencée. A partir d'un complexe de nullité — le degré zéro de la personnalisation — s'assumer intégralement et devenir qui je suis. Fouaillé par l'inquiétude, GORZ ou SARTRE ou le lecteur, pour peu qu'il émerge de la matière et de l'animalité, s'invente à travers des vérités contradictoires sans cesse à dépasser, vers cette unité qui échappe, malgré la dialectique de la conversion subjective et de la transformation des conditions objectives.

Précurseur à sa manière des "nouveaux philosophes" — son livre a été écrit en 1956 — André GORZ affirme que nous ne sommes pas ce que nous produisons : aliénés au départ, nous nous aliénons encore dans ces objets qui nous asservissent, voire dans ces structures socio-économiques, dont la vocation libératoire s'est transformée en son contraire (de Budapest au Goulag).

La Jeune - République a pris position...

CAMPAGNE CONTRE LA FAIM

Le 25 janvier 1978

Monsieur Michel CEPEDE
Président du Comité Français
Pour la Campagne Mondiale contre la Faim
42, rue Cambronne - 75015 PARIS

Monsieur le Président,

Nous vous remercions de votre lettre du 3 janvier 1978 qui exigeait une réponse dépassant largement le cadre d'une lettre Parti socialiste personnaliste, fondé par Marc SANGNIER, la JEUNE RÉPUBLIQUE œuvre bien évidemment pour un nouvel ordre économique mondial qui permette "le développement de tout l'homme et de tout homme".

Bien que nous approuvions les aides qui peuvent être apportées sous diverses formes aux Pays du Tiers Monde, nous nous refusons à ce que les pays riches, pour se donner bonne conscience, se limitent à faire la "charité" aux peuples pauvres. Il convient en fait de doter les nations en voie de développement d'une technologie adaptée à leurs besoins et de les faire participer à la mise en valeur des richesses du globe, en cessant de maintenir les positions dominantes des Etats industriellement avancés.

Nous estimons que la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 1^{er} mai 1974 doit être prise en considération, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- souveraineté permanente intégrale sur chaque Etat, sur ses ressources naturelles et sur toutes les activités économiques
- réglementation et supervision des activités des sociétés multinationales par l'adoption de mesures propres à servir l'intérêt de l'économie nationale des pays où ces sociétés multinationales exercent leurs activités, sur la base de la souveraineté entière de ces pays.
- rapports justes et équitables entre les prix des matières premières, des produits primaires, des articles manufacturés et semi-finis exportés par les pays en voie de développement et les prix des matières premières, des articles manufacturés et autres importés par eux.
- création d'une structure technologique autochtone dans l'intérêt des pays en voie de développement.

L'esprit de paix qui guidait Marc SANGNIER, la confiance qu'il portait aux hommes, invitent à agir, au niveau local, national et mondial pour que la sécurité et la coopération deviennent des réalités.

Il n'en demeure pas moins que la solidarité de notre pays vis-à-vis du Tiers Monde ne doit pas reposer exclusivement sur la générosité de nos compatriotes.

La nature et la forme des relations entre pays développés, capitalistes et pays en voie de développement posent un problème politique difficile à résoudre.

A notre avis, il convient de tenir compte, dans une large mesure, des propositions de l'O.N.U. telles que nous les avons très brièvement rappelées ci-dessus. Comme la confrontation des idées est toujours féconde, nous vous remercions par avance de nous adresser votre revue NATIONS SOLIDAIRES, pour mieux connaître le point de vue d'autres formations.

Veillez croire, Monsieur le Président, en nos sentiments les plus distingués.

Claude-Roland SOUCHET
Secrétaire général

Pourtant, l'homme ne peut se réaliser totalement que dans le faire total. Mince sentier que ce chemin de la liberté, où le sujet prétend tantôt nier, tantôt transcender ses actes par un remaniement perpétuel de ce qu'il a été. Négation radicale ou transcendance vitale ?

Pour conclure, ce projet du maître d'André GORZ : « Un homme peut toujours faire quelque chose de ce qu'on a fait de lui ». L'être triomphe du néant. Du moins, le peut-il, s'il explicite sa vérité par une pratique.

Cl.-R. S.

La Jeune - République a pris position...

LA PAIX LE DÉSARMEMENT

Monsieur le Secrétaire National et Cher Ami,
Nous vous remercions de nous avoir adressé la brochure publiée par le
MOUVEMENT DE LA PAIX sur le désarmement.

Le texte de ce projet devrait pouvoir obtenir l'approbation des secteurs les
plus larges de l'opinion publique.

Des conférences internationales telles que celles d'HELSINKI et de
BELGRADE devraient jouer un rôle positif dans la lutte pour le désarmement,
ainsi que vous le soulignez.

Nous tenons à rappeler, corrélativement, que l'acte final d'Helsinki, pour
assurer une véritable coexistence pacifique, condition du désarmement, doit
recevoir application dans toutes ses dispositions, en particulier l'article 7
concernant les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Nous sommes, par ailleurs, inquiets de la multiplication des conflits dits
régionaux qui se poursuivent en Afrique et en Asie.

Nous pensons qu'à la session spéciale des Nations Unies, qui doit se tenir
au printemps prochain, la France peut jouer un rôle important en faveur de la
paix, en défendant le principe de la non-prolifération des armes nucléaires et,
avec d'autres pays, de la non-ingérence dans les hostilités entre pays du
Tiers Monde.

Nous souhaitons participer, comme nous l'avons toujours fait, à de grandes
campagnes pour la paix.

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire National, en nos sentiments bien
amicaux.

Claude-Roland SOUCHET
Secrétaire Général

CEUX QUI NOUS QUITTENT

Deux compagnons de Marc SANGNIER, membres du SILLON et fondateurs de la
JEUNE RÉPUBLIQUE sont morts ces derniers mois : René FOLLIN en
Normandie et Constant PINEAUD en Vendée. Aux familles de ces deux
pionniers, nous exprimons toute notre sympathie, ainsi qu'à nos camarades
Jean LEROY et Alcide MOREL qui viennent de perdre leur épouse.

NOTES DE LECTURE

AU POINT OÙ J'EN SUIS par Marc Oraison (Seuil)

L'AMOUR, la mort et puis rien ou
l'Amour. Au seuil de la vieillesse,
Marc ORAISON, prêtre et psycha-
naliste, retient l'essentiel. Tout le reste
est littérature ou théologie. L'Amour a
parlé à travers Abraham, Moïse et les
Prophètes, puis il s'est incarné en Jésus
Christ à un moment de l'histoire.

Comme le peuple juif, tantôt installé,
tantôt en route à l'appel de l'Autre, nous
l'attendons. Mais, en attendant, l'aven-
ture de l'humanité apparaît aussi vaine
qu'un monsieur plastronnant à la télévi-
sion et aussi dramatique — mais non tra-
gique — qu'un enfant vietnamien seul
dans son pays dévasté par des guerres
absurdes. In vraisemblable espérance.

L'auteur a écrit quelques pages ému-
vantes au début et à la fin de son livre. Il
a réglé quelques comptes et repris ses
thèmes favoris : pareils à l'embryon,
nous sommes en attente d'une expul-
sion vers la vraie vie. Mais quelle an-
goisse ! Quelle déchirure ! Pour repren-
dre un mot qui revient aussi souvent que
le motif « au point où j'en suis ».

Nés par accident, mourant par hasard,
en sommes-nous tous à ce point, quels
que soient notre âge et notre condition ?
Des mendiants d'amour ?

Marc ORAISON est sauvé par son
admiration pour Alphonse ALLAIS et
Pierre DAC. Il sera beaucoup pardonné
à ceux qui auront eu beaucoup d'hu-
mour.

Cl.-R. S.

Lisez et diffusez LE MANIFESTE POUR UN SOCIALISME PERSONNALISTE

La Jeune République

PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

Un Parti fidèle à l'union de la Gauche depuis 1936,

- qui se situe dans le Sillon de Marc Sangnier, animateur de la "Démocratie"; des Instituts de formation populaire, fondateur des Auberges de jeunesse et l'un des pionniers du Mouvement coopératif et mutualiste ;
- qui entend promouvoir dans la liberté, la laïcité et le respect scrupuleux des croyances et opinions philosophiques et religieuses de chacun, un socialisme pour la personne, démocratique et communautariste ;
- qui préconise la socialisation des principaux groupes financiers, industriels et commerciaux et leur transformation en régies coopératives, avec, en contrepartie, la défense et le développement, par des mesures d'ordre fiscal, social, de garanties de ressources, de simplification des formalités administratives, d'un large secteur concurrentiel de petites et moyennes entreprises familiales, industrielles, agricoles, artisanales et commerciales ;
- qui veut assurer la garantie et l'essor de l'épargne populaire par une indexation effective sur l'évolution du coût de la vie ;
- qui exige le droit à la subsistance par l'attribution à tous d'un revenu social garanti, la transformation du travail en service social, la promulgation de mesures concrètes tendant à favoriser très largement la promotion personnelle et la réinsertion sociale et professionnelle des chômeurs et autres personnes marginalisées, l'Agence nationale pour l'emploi devant être dotée des moyens adéquats pour l'application de cette politique ;
- qui s'est prononcé dès sa création pour une égalité de droit effective entre l'Homme et la Femme et le libre choix pour la mère de travailler ou de rester au foyer ;
- qui dénonce l'injustice fiscale notamment par la suppression de l'impôt sur le revenu, de la vignette auto, de la T.V.A. sur les produits de grande consommation, la révision des impôts locaux sous leur forme actuelle, l'instauration d'un impôt sur l'énergie ;
- qui suggère la création d'un puissant Syndicat national d'usagers et de consommateurs en mesure au niveau du quartier, de la commune, de la région, de peser sur les prix, la qualité des produits, le rapport qualité-prix, d'adapter la production aux besoins, d'imposer une politique de l'énergie aussi diversifiée que possible, de dénoncer le gaspillage et toutes les entorses à l'équilibre écologique et à la protection de l'environnement ;
- qui réclame un gouvernement de législature ;
- qui s'engage à mettre tout en œuvre pour assurer une décentralisation concrète des centres de décision, devant se traduire au niveau des institutions par la constitution de régions, de pays et de communes dotés d'assemblées élues et disposant de prérogatives jusqu'alors détenues par l'Etat ;
- qui défend le droit à l'information et à la communication, avec la faculté donnée à chacun de s'exprimer librement, notamment en favorisant les entreprises de presse et d'audio-visuel à vocation associative et coopérative ; le droit à l'éducation, se manifestant par l'accès de chacun sans condition particulière de position sociale, d'âge ou de fortune à la culture et à la formation de son choix, de la plus tendre enfance au troisième âge ;
- qui milite pour un désarmement général et contrôlé, l'abolition progressive de la force de frappe nucléaire, la protection effective des populations civiles par la construction d'abris anti-atomiques et la vulgarisation des techniques de défense passive et de non-coopération avec l'ennemi, l'orientation vers de nouveaux rapports de solidarité dans la réciprocité avec les pays en voie de développement, la proclamation de la neutralité de notre pays, l'élaboration de structures en escalier fédéraliste à tous les échelons de la société.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature